

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

DE LAGE LANDEN LEASING S.A.S.

Société par Actions Simplifiée au capital de 20 155 037,16 €.
Siège social : 53, avenue Jean Jaurès, Immeuble Le Mermoz, 93350 Le Bourget
393 439 575 R.C.S. Bobigny

Comptes annuels au 31 décembre 2016 approuvés par décisions de l'Associé unique en date du 31 mai 2017

I. Bilan au 31 décembre 2016

(En Euros)

Actif		N	N-1
Caisse, banques centrales, C.C.P	010	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	020	0	
Créances sur les établissements de crédit	30	21 111 931	16 018 412
Opérations avec la clientèle	48	166 379 852	159 969 825
Obligations et autres titres à revenu fixe	60	0	
Actions et autres titres à revenu variable	70	6 973	6 973
Participations et autres titres détenus à long terme	91	0	0
Parts dans les entreprises liées	100	2 410 219	2 410 219
Crédit-bail et location avec option d'achat	110	336 143 486	312 387 103
Location simple	120	154 325 669	163 068 476
Immobilisations incorporelles	130	25 282	39 996
Immobilisations corporelles	140	1 807 664	2 415 080
Capital souscrit non versé	150	0	
Actions propres	160	0	
Comptes de négociation et de règlement	165	0	
Autres actifs	170	1 397 122	5 500 976
Comptes de régularisation	180	8 538 206	7 825 060
Total de l'actif	L98	692 146 404	669 642 119

Passif		N	N-1
Banques centrales, C.C.P	300	0	
Dettes envers les établissements de crédit	310	249 898	2 887 163
Opérations avec la clientèle	348	604 426 173	583 158 613
Dettes représentées par un titre	350	0	
Autres passifs	360	13 691 719	10 321 522
Comptes de régularisation	370	40 046 285	41 433 695
Comptes de négociation et de règlement	375	0	
Provisions	380	1 800 640	1 414 299
Dettes subordonnées	430	0	
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	420	1 886 947	1 886 947
Capitaux propres (hors FRBG)	435	30 044 742	28 539 879
- Capital souscrit	440	20 155 037	20 155 037
- Primes d'émission	450	0	
- Réserves	460	1 078 048	693 480
- Ecart de réévaluation	470	0	
- Provisions réglementées et subventions d'investissement	475	0	
- Report à nouveau	480	7 306 794	-7

- Résultat de l'exercice	490	1 504 863	7 691 369
Total du passif	L99	692 146 404	669 642 119

Hors-bilan au 31 décembre 2016

(En euros)		N	N-1
Engagements donnés			
Engagements de financement	615	94 501 947	102 524 957
Engagements de garantie	635	20 337	43 546
Engagements sur titres	655		
Engagements reçus			
Engagements de financement	705	50 000 000	50 000 000
Engagements de garantie	715	87 835 834	91 064 288
Engagements sur titres	735		

II. Compte de résultat au 31 décembre 2016

(En euros)		N	N-1
+ Intérêts et produits assimilés	500	3 959 585	3 901 858
- Intérêts et charges assimilées	505	-6 368 593	-7 760 092
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	510	148 031 342	142 041 105
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	515	-129 377 688	-117 947 283
+ Produits sur opérations de location simple	520	85 810 554	98 754 149
- Charges sur opérations de location simple	525	-79 262 090	-84 784 290
+ Revenus des titres à revenu variable	530	4 590 000	3 570 075
+ Commissions (produits)	540	38 765	58 201
- Commissions (charges)	545	-1 932 133	-1 584 293
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	550	1 337	-33 471
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	555	0	
+ Autres produits d'exploitation bancaire	560	1 156 364	973 931
- Autres charges d'exploitation bancaire	565	-309 203	-407 230
Produit net bancaire	600	26 338 240	36 782 661
- Charges générales d'exploitation	605	-19 959 446	-18 946 223
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	610	-2 101 286	-2 178 544
Résultat brut d'exploitation	620	4 277 509	15 657 894
+/- Coût du risque	625	-2 736 423	-5 877 340
Résultat d'exploitation	630	1 541 085	9 780 554
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	640	51 585	-1 905 266
Résultat courant avant impôts	650	1 592 670	7 875 287
+/- Résultat exceptionnel	655	-76 017	-5 999
- Impôt sur les bénéfices	660	-11 790	-177 919
+/- Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	665	0	
Résultat net	690	1 504 863	7 691 369

III. — Affectation de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport de gestion du Président, décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice s'élevant à 1 504 862,63 euros comme suit :

- Bénéfice	1 504 862,63 euros
- Compte « Report à Nouveau » positif avant affectation	- 7 306 794,13 euros
- Somme affectée au compte « Report à Nouveau »	- 1 429 619,50 euros

- Compte « <i>Report à Nouveau</i> » positif après affectation	- 8 736 413,63 euros
- Somme affectée à la Réserve Légale	-75 243,13 euros

Il ne sera pas distribué de dividendes pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

L'Associé Unique reconnaît en outre, conformément à l'article 243 Bis du Code général des impôts, qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois des trois derniers exercices clos les 31 décembre 2015, 31 décembre 2014 et 31 décembre 2013.

Cette résolution est adoptée par l'Associé Unique.

IV. — Annexe aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016

I. Affiliation de la société et présentation de l'activité

La société De Lage Landen Leasing S.A.S., établissement de crédit au capital de 20 155 037 €, est détenue par un associé unique, la société De Lage Landen France S.A.S.

Selon ses statuts, la société De Lage Landen Leasing S.A.S. peut effectuer les opérations suivantes :

- Crédit à court et moyen terme,
- Escompte commercial dans le cadre de la Loi Dailly,
- Crédit-bail mobilier et à titre accessoire crédit-bail immobilier,
- Location simple, location financière et location longue durée,
- Achat et vente à terme différé,
- Octroi de caution, couverture et garantie de bonne fin,
- Opérations d'affacturage, encaissement de factures et d'effets de commerce à titre accessoire,
- Financement de stock, à titre accessoire et au bénéfice des clients fabricants de matériels ou assimilés,
- Toutes opérations de service pouvant se rattacher aux opérations ci-dessus et notamment la souscription de polices d'assurance, ainsi que toutes opérations de financement, gestion et recouvrement découlant de contrats de crédit, de crédit-bail, de location et d'affacturage.

Les opérations actuelles sont :

- Crédit à court et moyen terme,
- Escompte commercial dans le cadre de la Loi Dailly,
- Crédit-bail mobilier,
- Location simple, location financière et location longue durée,
- Financement de stock, à titre accessoire.

A. Information concernant l'activité de l'exercice

Dans un environnement économique en récession, la société De Lage Landen Leasing n'a pas souffert de problème de liquidité.

Le produit net bancaire s'est élevé à 26 338K€ en 2016 contre 36 783 K€ en 2015.

B. Obligations en matière de consolidation

Compte tenu de la structure du Groupe (De Lage Landen Leasing S.A.S., détenue à 100 % par De Lage Landen France S.A.S., elle-même détenue à 100 % par la banque néerlandaise RABOBANK) et en application de la réglementation bancaire et financière, les sociétés du Groupe De Lage Landen France sont exonérées de publier des comptes consolidés.

Conformément aux articles L233-17 et R233-15 du Code de commerce, il est précisé qu'aucun actionnaire ne s'oppose à l'exemption de publication des comptes consolidés.

II. Faits significatifs de l'exercice

Le nouvel agrément de DLL Leasing en qualité de société de financement est effectif depuis le 16 février 2016.

Dans le cadre de partenariats conclus avec des fabricants et distributeurs français et internationaux, De Lage Landen Leasing S.A.S. est habilitée à réaliser :

— *A titre principal, auprès d'une clientèle de professionnels-clients des partenaires susmentionnés ou partenaires-, les opérations de crédit suivantes :*

- 1) Crédit-bail mobilier
- 2) Financement de biens mobiliers par le biais de crédits classiques de toutes durées (court, moyen et long terme)
- 3) Cession de créances dans le cadre des articles L.313-23 et suivants du Code monétaire et financier (« Loi Dailly »)
- 4) Financement de stocks

— A titre accessoire :

- 1) Affacturage
- 2) Crédit classique non affecté à l'acquisition d'un bien mobilier
- 3) Financement immobilier complémentaire d'une opération de financement mobilier

L'année 2016 s'est caractérisée par les événements suivants :

a) La cession d'Athlon Car Lease France

Bien que juridiquement indépendante de De Lage Landen Leasing cette cession a eu quelques impacts sur notre organisation locale. 15 collaborateurs disposant d'un contrat de travail De Lage Landen Leasing ont rejoint Athlon.

b) Le départ de son président et dirigeant effectif, la réorganisation de notre équipe de direction

M Bruno Leray n'occupe plus de rôle actif au sein de notre groupe depuis le 31 janvier 2017. Son remplaçant en tant que président de De Lage Landen Leasing est M Ralph Samuel.

M Ralph Samuel, directeur financier, supervise depuis cette date la gestion des départements Finance, Risques, Juridique, Ressources Humaines, Services Généraux, Conformité et Audit. M Ralph Samuel est dirigeant effectif de De Lage Landen Leasing depuis le 7 novembre 2016.

M Richard Parcollet, directeur commercial, est également dirigeant effectif.

c) Des modifications dans la composition de notre organe de surveillance

Dans le cadre de la réorganisation de groupe De Lage Landen suite à la cession d'Athlon Car Lease, M Jean Pierre Vissers a été remplacé par M Bas van Asseldonk en tant que président de notre organe de surveillance. M Vissers a quitté notre groupe le 1er décembre 2016. M Jan van der Zee a remplacé Mme Franca Vossen en tant que représentant de la fonction risques. Mme Vossen a quitté notre groupe le 1er janvier 2017. Mme Francisca Comiche conservant son poste en tant que représentant de la fonction juridique.

d) La mise à jour de la cartographie des risques

La fonction gestion des risques a procédé en 2016 à l'actualisation de la cartographie des risques. Cette refonte a été conduite avec le soutien du cabinet Investance. Ces cartographies ont été présentées aux dirigeants effectifs en décembre 2016 et une seconde version sera présentée au cours du deuxième trimestre 2017.

III. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes de la société ont été établis conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables aux établissements financiers.

A. Présentation des états financiers

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

B. Modes et méthodes d'évaluation

Les dispositions concernant le règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, et le règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs sont entrés en vigueur depuis le 1er janvier 2005.

Toutefois, l'avis du Comité d'urgence du Conseil National de la Comptabilité du 4 octobre 2006, a exclu du champ d'application des règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06, les opérations de crédit-bail ou de location avec option d'achat et assimilées.

La société applique le règlement n° 2000-06 du Comité de la Réglementation Comptable sur les passifs.

Les éléments inscrits en comptabilité ont été évalués suivant la méthode dite des coûts historiques.

Les dispositions concernant le règlement CRC 2009-03 du 3 décembre 2009 relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours ont été mises en application au 31 décembre 2011.

Le montant à la clôture du 31 décembre 2016 restant à étaler est de 337 K€ créiteur contre 332 K€ créiteur au 31 décembre 2015.

	Au 31/12/2015	Augmentation	Diminutions	Au 31/12/2016
Commissions apporteur d'affaires	0	0	0	0
Frais d'activation	-332	-174	169	-337
Totaux	-332	-174	169	-337

C. Principes comptables

1. Crédit-bail, location avec option d'achat et location simple

Ces postes comprennent l'ensemble des éléments se rapportant à l'activité de crédit-bail, location avec option d'achat et location simple (biens loués et créances rattachées).

L'amortissement qui concourt à la valeur nette comptable est calculé, matériel par matériel, en fonction de leur durée normale d'utilisation dans la limite de la dégressivité admise fiscalement et sans pouvoir être inférieur à l'amortissement linéaire minimal.

Concernant le mode dégressif, la société a tenu compte du coefficient majoré pour les immobilisations acquises depuis le 1er février 1996 et de la diminution du coefficient pour les biens acquis depuis le 1er janvier 2001.

La société n'a pas utilisé la possibilité de recourir à la majoration temporaire du coefficient d'amortissement dégressif de 0,5 point, pour les biens éligibles à l'amortissement dégressif acquis ou fabriqués entre le 4 décembre 2008 et le 31 décembre 2009 (loi 2008-1443 du 30 décembre 2008, art 29 ; CGI art. 39 A 1. modifié).

Outre les loyers courus et non échus, les créances rattachées comprennent les comptes débiteurs de la clientèle se rapportant à ces activités, ainsi que les dépréciations afférentes.

Les créances impayées depuis plus de 3 mois sont classées en créances douteuses et font l'objet d'une dépréciation appréciée en fonction du risque de non recouvrement.

Des dépréciations sur créances des apporteurs d'affaires et des clients sont constituées après une analyse individuelle de chaque dossier.

Les valeurs nettes comptables des matériels, liés à ces contrats, sont dépréciées sous déduction d'un prix de revente ou de re commercialisation estimée du matériel. La méthodologie de valorisation des matériels est revue périodiquement.

Les immobilisations temporairement non louées sont issues d'un contrat de crédit-bail ou d'un contrat de location avec option d'achat qui ont fait l'objet d'une résiliation et pour lesquels le matériel a été restitué. Ces immobilisations temporairement non louées sont comptabilisées à la Valeur Nette Comptable et font l'objet de dépréciation sur la base de la valeur estimée des matériels.

2. Créances

Les créances et crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

2.1. Encours sains

Il s'agit des encours non porteurs de risque de crédit avéré y compris les encours restructurés avec un classement dans une sous-catégorie pour les encours restructurés à des conditions hors marché.

2.2. Encours douteux

La comptabilisation des encours en créances douteuses s'effectue en application du règlement CRC 2002-03 modifié par le règlement 2005-03.

Il s'agit des encours pour lesquels sont constatés :

- Des impayés de plus de 3 mois pour l'équipement.
- Une situation financière dégradée, même en l'absence d'impayé.
- Une procédure contentieuse.

Les intérêts sur encours douteux sont comptabilisés conformément aux termes du contrat, ils entrent dans la base de calcul de la dépréciation des pertes probables avérées.

2.3. Encours douteux compromis

Il s'agit des encours pour lesquels :

- La déchéance du terme ou la résiliation du contrat a été prononcée.
- La dépréciation est obligatoire compte tenu du caractère irrécouvrable de la créance.
- Un passage en perte est envisageable.

Par ailleurs, sont classés en encours douteux compromis :

- Les encours douteux qui après un retour en encours sain ne respectent pas les nouvelles échéances fixées et présentent un risque élevé de perte.
- Les encours restructurés présentant de nouvelles défaillances et un risque élevé de perte.

Les intérêts sur encours douteux compromis ne sont pas comptabilisés.

2.4. Revue mensuelle des contreparties et dépréciations

Une revue mensuelle des risques avérés est effectuée par le département contentieux afin de déterminer :

- Le reclassement en encours sain dans le cas d'une reprise régulière des paiements pendant une période significative ou d'un retour à une situation financière saine n'entraînant plus un risque de non recouvrement.
- Le maintien en encours douteux si la situation de la contrepartie est identique à celle ayant entraîné le classement en encours douteux.
- Le déclassement en douteux compromis lorsque le caractère irrécouvrable de la créance est confirmé.

Cette revue est aussi l'occasion d'ajuster le niveau des dépréciations en fonction de l'estimation, dossier par dossier, des chances de récupération compte tenu de la situation et des perspectives de la contrepartie, de la valeur estimée des garanties, de l'état des procédures en cours et de la valorisation de l'actif.

La dépréciation vient en déduction des encours correspondants, elle ne peut être inférieure aux intérêts enregistrés et non encaissés.

Le taux de dépréciation appliqué à la créance douteuse est proportionnel au risque attaché à celle-ci.

3. Titres de participation

Les titres de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La valeur d'inventaire des titres de participation est la quote-part de l'actif net dans la participation.

4. Immobilisations propres

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition, frais accessoires inclus.

Le matériel informatique est amorti suivant le mode linéaire ou dégressif, sur une durée allant de 1 à 4 ans.

Les agencements, aménagements, installations sont amortis suivant le mode linéaire, sur une durée de 7 ans. Le mobilier et matériel de bureau sont amortis suivant le mode linéaire, sur une durée de 10 ans.

Les immobilisations temporairement non louées sont issues de contrat location simple qui ont fait l'objet d'une résiliation et pour lesquels le matériel a été restitué. Ces immobilisations temporairement non louées sont comptabilisées à la Valeur Nette Comptable. Elles font l'objet de dépréciations sur la base de la valeur estimée des matériels.

5. Créances et dettes libellées en devises

Les créances et dettes libellées en devises sont converties et comptabilisées en euros sur la base du dernier cours de change.

Les écarts de conversion actif font l'objet d'une provision pour dépréciation.

6. Dettes

Les dettes sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

7. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont évaluées individuellement.

8. Produits d'exploitation

Il s'agit principalement des loyers de crédit-bail, location simple, intérêts, et commissions assimilées comptabilisées pour leur montant couru, constaté prorata temporis.

D. Informations complémentaires

Il n'est pas tenu compte, dans le résultat comptable, de la quote-part de résultat correspondant à la participation de la société De Lage Landen Leasing S.A.S, dans la société AGCO Finance S.N.C.

Le CICE est inscrit au compte de résultat en diminution des charges sociales et fiscales pour un montant de 49 K€. La totalité du crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi acquis en 2016 a participé au financement des immobilisations acquises au cours de l'exercice 2016.

Les chiffres présentés sont en milliers d'euros.

IV. Notes sur le bilan (Actif)

1. Opérations de trésorerie et interbancaire

Créances sur Ets de Crédit	Au 31/12/2015	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2016
A vue						
Comptes ordinaires	6 483	10 882	0	0	0	10 882
Valeurs non imputées	9 535	10 230	0	0	0	10 230
Totaux	16 018	21 112	0	0	0	21 112

2. Opérations avec la clientèle

Créances sur clientèle	Au 31/12/2015	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2016
Prêts - Créances loi Dailly (1) (3) (4)	70 020	33 146	31 656	17 378	890	83 070
Prêts à terme (2)	89 950	181	38 780	44 347		83 308
Totaux	159 970	33 327	70 436	61 725	890	166 378
(1) dont intérêts courus non échus	178					173
(2) dont intérêts courus non échus	391					181
(3) dont créances douteuses	358					318
(4) dont provisions sur créances douteuses	- 246					- 280

3. Actions et autres titres à revenu variable

Titres à revenu variable	Au 31/12/2015	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2016
Totaux	7	0	0	7

4. Parts dans les entreprises liées

Les parts dans les entreprises liées restent inchangées.

Parts dans les entreprises liées	Forme juridique	Capital social	Part du capital détenue	Résultat Au 31/12/2016 (En K€)	Quote part du résultat	Participations au 31/12/2016 (En K€)
AGCO Finance SNC Avenue Blaise Pascal BP 743 60007 Beauvais	SNC	4 724	51 %	14 845	7 571	2 410

5. Crédit-bail, location avec option d'achat et location simple

Les valeurs brutes et les amortissements des opérations de crédit-bail et assimilées s'analysent comme suit :

Valeurs Brutes	Au 31/12/2015	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2016
Crédit-bail	558 749	158 240	96 305	620 684
Location avec option d'achat	32 906	553	10 188	23 271
Location simple	346 429	94 752	103 135	338 046
ITNL / CBM - Location Option Achat	11 235	7 009	9 935	8 309
Immobilisations en cours	7 445	14 031	7 445	14 031
Totaux	956 764	274 585	227 008	1 004 341

Amortissements	Au 31/12/2015	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2016
Crédit-bail	265 229	114 748	78 957	301 020
Location avec option d'achat	22 852	5 234	9 460	18 626
Location simple	195 698	76 416	73 631	198 483
ITNL / CBM - Location Option Achat	8 804	5 631	7 786	6 649
Totaux	492 583	202 029	169 834	524 778

Provisions Valeur Nette Comptable	Au 31/12/2015	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2016	Base au 31/12/16
Crédit-bail - Location Option Achat	2 805	599	1 250	2 154	4 341
ITNL / CBM - Location Option Achat	1	11	1	11	80
Location simple	564	400	498	466	998
Totaux	3 370	1 010	1 749	2 631	5 419

Les dépréciations des immobilisations sont calculées individuellement pour chaque contrat de crédit-bail et assimilé contentieux en fonction de la valeur probable de revente des matériels.

L'augmentation des provisions sur la Valeur Nette Comptable de 599 K€ correspond pour un montant de 589 K€ à la dotation des contrats nouvellement douteux en 2016. La différence correspond à l'ajustement des valeurs probables de revente et de la Valeur Nette Comptable des contrats constatés en douteux les années précédentes.

La réserve latente avant impacts fiscaux est égale à la différence entre l'encours financier des contrats de crédit-bail et assimilés et la valeur nette comptable des matériels correspondants. Sur cette base, en valeur brute, la réserve latente globale est évaluée en euros à 78 086 K€ au 31 décembre 2016 contre 76 519 K€ en 2015.

	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016
Clients douteux (TTC)	17 531	17 608
<i>Dont compromis (TTC)</i>	<i>14 565</i>	<i>16 376</i>
Dépréciation Clients Douteux	- 14 972	- 16 094
<i>Dont compromis</i>	<i>- 14 221</i>	<i>- 15 829</i>

Le montant des créances rattachées s'élèvent à 12 020 K€.

6. Immobilisations incorporelles

Valeurs Brutes	Au 31/12/2015	Acquisitions	Diminutions	Au 31/12/2016
Logiciels	365	11		376
Totaux	365	11	0	376

Amortissements	Au 31/12/2015	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2016
Logiciels	325	27		352
Totaux	325	27	0	352

7. Immobilisations corporelles

Valeurs Brutes	Au 31/12/2015	Acquisitions	Diminutions	Au 31/12/2016
Immobilisations propres	2 615	131		2 746
ITNL / LS	3 105	16 765	16 941	2 929
Totaux	5 721	16 896	16 941	5 676

Amortissements	Au 31/12/2015	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2016
Immobilisations propres	674	446		1 120
ITNL / LS	2 624	16 127	16 004	2 747
Totaux	3 298	16 573	16 004	3 867

Provisions Valeur Nette Comptable	Au 31/12/2015	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2016
ITNL / LS	7	0	7	0
Totaux	7	0	7	0

Les dépréciations des immobilisations sont calculées individuellement pour chaque contrat location simple et assimilé contentieux en fonction du taux de récupération du matériel.

8. Autres actifs

Autres Actifs	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016
Dépôts et cautionnements versés	442	255
Avances et acomptes versés	15	15
Etat - T.V.A.	803	324
Personnel et comptes sociaux	56	110
Débiteurs divers hors groupe	2 228	555
Débiteurs divers groupe	1 958	138
Autres créances	0	0
Totaux	5 502	1 397

9. Informations relatives aux transactions entre parties liées

Désignation de la partie liée	Montant des transactions (En K €)	Informations complémentaires
AGCO Finance SNC	54	Autres actifs
	48	Frais de gestion refacturés
	332	Charges refacturées
Cargobull Finance	192	Autres passifs
	0	Frais de gestion refacturés
	192	Brokering facturé
Komatsu	101	Autres actifs

DLL MH	733	Frais de gestion refacturés
	151	Salaires refacturés et frais généraux
	68	Charges refacturées
	14	Autres actifs
	13	Frais de gestion refacturés

10. Comptes de régularisation

Comptes de régularisation	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016
Produits à recevoir	2 247	2 575
Charges constatées d'avance	5 528	5 923
Autres comptes	50	40
Totaux	7 825	8 538

— Produits à recevoir :

Ce poste comprend au 31 décembre 2016 157 K€ liés à des services contre 133 K€ au 31 décembre 2015.

— Charges constatées d'avance :

Ce poste comprend au 31/12/2016 4 742 K€ de commissions d'apporteurs d'affaires contre 4 197 K€ au 31 décembre 2015 et 71 K€ de charges diverses d'exploitation au 31 décembre 2016 contre 121 K€ au 31 décembre 2015.

V. Notes sur le bilan (Passif)**11. Opérations de trésorerie et interbancaires**

Dettes Ets de Crédit	Au 31/12/2015	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2016
A vue						
Comptes ordinaires	2 887	250	0	0	0	250
Totaux	2 887	250	0	0	0	250

12. Opérations avec la clientèle

Dettes clientèle	Au 31/12/2015	Moins 3 mois	3 mois – 1 an	1 an – 5 ans	Plus 5 ans	Au 31/12/2016
Emprunts à terme	579 928	79 923	149 674	345 394	19 805	594 796
Autres comptes	3 230	9 629	0	0	0	9 629
Totaux	583 158	89 552	149 674	345 394	19 805	604 425

13. Autres passifs

Autres Passifs	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016
Fournisseurs	8 115	11 542
Etat - T.V.A.	1	0
Etat – Autres dettes	152	164
Personnel et organismes sociaux	2	65
Créditeurs divers hors groupe	16	15
Créditeurs divers groupe	312	206
Dépôts de garantie	4	0
Autres passifs	1 718	1 699
Totaux	10 320	13 691

14. Comptes de régularisation

Comptes de Régularisation	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016
Charges à payer	7 663	6 139
Autres comptes	0	0
Produits constatés d'avance	33 771	33 907
Totaux	41 434	40 046

— Charges à payer :

Ce poste comprend au 31 décembre 2016 principalement 2 169 K€ de provisions pour congés payés, de primes ainsi que les charges sociales liées contre 2 201 K€ au 31 décembre 2015 et 2 576 K€ de provisions pour charges d'exploitation au 31 décembre 2016 contre 4 018 K€ au 31 décembre 2015.

— **Produits constatés d'avance :**

Ce poste comprend au 31/12/2016 principalement 18 547 K€ de loyers facturés non échus contre 19 844 K€ au 31 décembre 2015 et 14 407 K€ de loyers proratés (loyers perçus d'avance) au 31 décembre 2016 contre 12 863 K€ au 31 décembre 2015.

15. Provisions

	Au 31/12/2015	Dotations	Reprises	Au 31/12/2016
Provisions pour Risques				
Provision perte de change	50		10	40
Risque sur créances	133	14	132	15
Risques d'exploitation	613	230	540	303
Provisions pour Charges				
Charges d'exploitation	309	1 193	241	1 261
Charges de syndication	187		127	60
Risque sur créances	122	0		122
Totaux	1 414	1 437	1 050	1 801

La provision pour perte de change est liée à des écarts de conversion actif.

La provision pour risques d'exploitation correspond à des risques juridiques, dans le cadre de nos relations contractuelles.

La dotation aux provisions de 1 193 K€ résulte des charges consécutives à la séparation des activités Athlon Car Lease et DLL Leasing.

16. Fonds pour risques bancaires généraux

F.R.B.G.	Au 31/12/2015	Dotations	Reprises	Au 31/12/2016
Totaux	1 887	0	0	1 887

17. Capital souscrit et prime d'émission

Le capital social est composé de 1 322 509 actions de 15,24 euros chacune soit un capital de 20 155 037 euros.

Capitaux propres	Au 31/12/2015	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2016
Capital social	20 155	0	0	20 155
Réserve légale	683	385	0	1 068
Réserve indisponible	10	0	0	10
Report à nouveau	0	7 306		7 306
Résultat	7 691	1 505	7 691	1 505
Totaux	28 539	9 196	7 692	30 043

Concernant la proposition d'affectation du résultat de l'exercice clôturé le 31 décembre 2016 qui se solde par un bénéfice comptable de 1 505 K€, il sera affecté à la réserve légale conformément à la législation et au compte report à nouveau pour le solde.

Le résultat après impôts dilué par action s'élève à 1,14 € au 31 décembre 2016.

18. Entreprises liées

La société De Lage Landen International B.V., société mère et la filiale AGCO Finance S.N.C. et De Lage Landen France S.A.S. entrent dans le champ d'application des entreprises liées.

VI. Notes sur le compte de résultat**19. Produits et charges d'exploitation bancaire***a) Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit*

	2015	2016
Comptes à vue	0	2
Totaux	0	2

— *Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle*

	2015	2 016
Comptes à vue	12	20
Prêts à terme	1 305	693

Créances commerciales	1 336	2 084
Crédits à l'équipement	1 122	1 129
Intérêts préfinancement	0	0
Autres produits assimilés	127	32
Totaux	3 902	3 958

b) Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit

	2015	2016
Comptes à vue	1	1
Totaux	1	1

— Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle

	2015	2 016
Comptes à vue	39	16
Emprunts à terme	7 720	6 278
Autres charges	0	74
Totaux	7 759	6 368

c) Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat

	2015	2016
Loyers	128 452	139 309
Plus-values de cession	6 928	5 105
Indemnités de résiliation	6 243	3 258
Autres produits	418	359
Totaux	142 041	148 031

d) Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat

	2015	2016
Dotations aux amortissements	110 441	121 429
Dotations aux provisions	1 939	610
Moins-values de cession	5 567	7 338
Autres charges de gestion CBM	0	0
Totaux	117 947	129 377

e) Produits sur opérations de location simple

	2015	2016
Loyers	86 019	76 935
Plus-values de cession	8 762	7 380
Indemnités de résiliation	3 198	903
Appel en garantie	0	0
Cession matériel refacturé	158	103
Autres produits	617	489
Totaux	98 754	85 810

f) Charges sur opérations de location simple

	2015	2016
Dotations aux amortissements	81 323	76 403
Dotations aux provisions	411	400
Moins-values de cession	2 731	2 078
Acquisition matériel refacturé	180	260
Autres charges	139	121
Totaux	84 784	79 262

g) Ventilation des commissions

Produits	2015	2016
Commissions de syndication	0	0
Autres produits de commission	58	39
Totaux	58	39

Charges	2015	2016
Commissions apporteur d'affaires	548	592
Commissions sur vente	42	32
Commissions de gestion	933	1 237
Autres charges de commission	61	71
Totaux	1 584	1 932

20. Charges générales d'exploitation

	2015	2016
Salaires, appointements et indemnités diverses	7 988	8 872
Charges fiscales et sociales sur rémunérations	3 476	3 798
Charges de personnel	11 464	12 670
Effectif moyen	101	105
Autres charges d'exploitation	7 482	7 289
Totaux	18 946	19 959

L'effectif moyen en 2016 est de 105 salariés.

L'effectif au 31 décembre 2016 se décompose comme suit : 61 cadres et 26 non cadres.

21. Informations relatives aux honoraires des Commissaires aux Comptes

	2015	2016
Honoraires - commissariat aux comptes	112	119
Honoraires - autres diligences liées commissariat aux comptes	0	0
Totaux	112	119

22. Coût du risque

	2015	2016
Dotation dépréciation créances douteuses	-9 005	-4 177
Pertes sur créances irrécouvrables	-3 586	-1 829
Charges coût du risque	-12 591	-6 006
Reprise dépréciation créances douteuses	6 602	3 234
Récupérations sur créances amorties	112	35
Produits coût du risque	6 714	3 269
Totaux	-5 877	-2 737

23. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Ce poste comprend les plus ou moins-values générées par les cessions d'Immobilisations Temporairement Non Louées issues de contrats de location simple ainsi que les variations de provisions pour dépréciation des titres de participation.

	2015	2016
Moins-values de cession sur ITNL issus de contrat de location simple	2 519	776
Indemnités de résiliation ITNL	0	0
Moins-values de cession sur immobilisations propres Inc-Corp	0	0
Prix de cession sur immobilisations propres	0	0
Plus-values de cession sur ITNL issues de contrat de location simple	614	827
Totaux	1 905	-51

24. Résultat Exceptionnel

	2015	2016
Produits exceptionnels	232	274
Charges exceptionnelles	-238	-350
Totaux	-6	-76

Au 31 décembre 2016, ce poste comprend principalement des produits sur exercices antérieurs pour 257 K€, ainsi que des charges liées à des réconciliations de comptes clients grands comptes pour 49 K€.

25. Revenu des titres à revenu variable

La société De Lage Landen Leasing S.A.S. par sa filiale AGCO Finance S.N.C. a perçu des dividendes au cours de l'année 2016 pour 4 590K€.

26. Résultat fiscal et impôts

Le résultat fiscal fait ressortir un bénéfice de 35 K€.

Avant imputation des déficits reportables le résultat fiscal était de 1 071 K€. Il a été imputé sur ce bénéfice fiscal 1 035K€ de déficits antérieurs. Ainsi, le déficit reportable s'établit à 25 800 K€.

Il n'y a pas de différences entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale.

VII. Notes sur le hors-bilan

27. Engagements donnés

Engagements de Garantie	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016
En faveur d'Établissements de Crédit	44	20

Engagements de financement	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016
En faveur d'Établissements de Crédit	0	0
En faveur de la Clientèle	102 525	94 502

Les engagements de financement donnés à la clientèle représentent principalement les accords de financement proposés à la clientèle dont la durée de validité est inférieure à trois mois.

28. Engagements reçus

Engagements de Garantie	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016
Reçus d'Etablissements de Crédit	91 064	87 836

Engagements de financement	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016
Reçus d'Etablissements de Crédit	50 000	50 000

Les engagements de financement reçus concernent principalement un accord de refinancement de la société De Lage Landen International BV pour un montant de 50 millions d'euros.

Engagements de Garantie	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016
Reçus de la Clientèle	44	20

29. Gestion des risques

La gestion Actif - Passif ainsi que l'ensemble des risques et instruments utilisés dans le cadre de cette gestion sont transférés à De Lage Landen Ireland Co, centrale de trésorerie du groupe.

Par ailleurs, afin d'assurer une concordance totale entre les emprunts et les financements réalisés, un comparatif mensuel est établi entre le tableau d'amortissement de tous les emprunts en cours et le tableau d'amortissement de tous les contrats de financement réalisés avec les clients. Une réconciliation Actif - Passif est réalisée en parallèle.

30. Engagements au titre des indemnités de fin de carrière

Les engagements correspondant aux IFC ne sont pas constatés dans les livres de DLL Leasing SAS. Cependant, le montant est indiqué en annexe. Au 31 décembre 2016, ceux-ci s'élèvent à 273 K€. L'évaluation des engagements est calculée selon la norme IAS19 avec la méthode des unités de crédits projetées service prorata. Les hypothèses retenues sont :

- Un taux annuel d'actualisation de 1,35%
- Une revalorisation annuelle des rémunérations par tranche d'âge de 3,0%
- Un âge de départ à la retraite
 - de 65 ans pour les cadres
 - et de 62 ans pour les non cadres

- Un taux de rotation du personnel établi par tranche d'âge de 0 % à 25 %
- La table de survie INSEE F 2008-2010

31. Rémunérations des membres des organes d'administration

Cette information n'est pas produite car sa mention conduirait à indiquer indirectement une rémunération individuelle.

— Intégration fiscale

La société De Lage Landen Leasing S.A.S. fait partie du groupe fiscal formé par les sociétés :

- De Lage Landen France S.A.S.

La société De Lage Landen France S.A.S., tête de groupe, est seule redevable de l'impôt sur les sociétés.

VIII. Événements marquants intervenus depuis la clôture de l'exercice

Néant

V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

A l'Associé unique,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société De Lage Landen Leasing S.A.S. tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La justification de nos appréciations ;
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Règles et principes comptables

La note III.C.1. de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux opérations de location simple, location financière et de longue durée.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables présentées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous sommes assurés de leur correcte application.

- Estimations

Votre société constate des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités selon les modalités décrites dans les notes III.C.2. et III.C.3. de l'annexe.

Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à l'identification et au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations.

Les appréciations ainsi apportées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents qui ont été adressés à l'Associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 16 mai 2017

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Laurent Tavernier

Expertise & Audit
Sébastien Martineau

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à disposition à l'adresse suivante : 53, avenue Jean Jaurès, Immeuble Le Mermoz, 93350 Le Bourget.

1703658